

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES

USINE DE CUINCY
341 RUE F ANICOT BP 507
59553 Cuincy

Références : 2024-V1-535
Code AIOT : 0007001044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES implanté 341, rue François Anicot BP 507 59553 Cuincy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTALIS NESTLE ULTRA-FRAIS MARQUES
- 341, rue François Anicot BP 507 59553 Cuincy
- Code AIOT : 0007001044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LACTALIS NESTLE ULTRA FRAIS MARQUES (LNUF MARQUES) exploite sur le site de Cuncy une usine de fabrication de produits laitiers frais (yaourts, desserts...). La capacité de production autorisée pour le site est de 137 000 tonnes par an.

L'établissement est principalement soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 3642-2 de la nomenclature des ICPE (traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Les activités de l'usine de Cuncy sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 1999 modifié par les arrêtés des 27 mai 1999 (implantation d'une nouvelle ligne de cuisson de desserts et construction d'un atelier de desserts cuits) et 7 novembre 2006 (implantation de 2 nouveaux fours, d'une nouvelle ligne de fabrication, augmentation de la production et mise à jour de la liste des installations classées).

L'usine dispose également d'installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéroréfrigérantes ou TAR). Ces équipements, qui fonctionnent sous couvert de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2001, permettent de refroidir les circuits d'ammoniac, les circuits de fluides frigorigènes, les compresseurs d'air, ou servent pour la climatisation du conditionnement de yaourts.

L'établissement est soumis à la Directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	MTD Générique - émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - 7.2 et Titre III - 17.4	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	MTD Générique - Bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Sans objet
4	MTD Générique - efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD	Arrêté Ministériel du 27/02/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Générique - consommation d'eau	article Annexe – Titre II – 9	
6	MTD Générique - Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur la mise en oeuvre des dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 qui décline les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF FDM en application de la directive IED.

Deux points notables sont relevés et font l'objet d'une proposition de mise en demeure : le non-respect des valeurs limites de pH et de concentration en azote global dans les rejets aqueux et les niveaux limites des émissions sonores en limites de propriété et dans les zones à émergence réglementée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)
Constats : Suite à une visite d'inspection le 15/12/2022, l'exploitant a transmis en mars 2023 à l'inspection des installations classées le certificat ISO 14001:2015 valable du 31 janvier 2023 au 30 janvier 2026. A noter que la fin du point XX du chapitre 5 - titre II de l'annexe à l'arrêté ministériel précise bien que « <i>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</i> » Lors de la visite l'exploitant a indiqué que l'établissement fait l'objet de deux audits par an : un audit interne en juin par des personnes du service Environnement national du groupe, et un audit externe en novembre (prévu les 6 et 7 novembre). L'audit interne de juin 2024 n'a relevé aucune non-conformité. Quelques points d'amélioration ont été notés et font l'objet d'un plan d'actions. Sur le sujet du management environnemental, l'exploitant a indiqué qu'un bulletin d'information « Sécurité -Environnement » est envoyé chaque mois à l'encadrement et fait l'objet d'un affichage

<p>sur les écrans télé du site.</p> <p>Il a également présenté à l'inspection la « Boîte à Outils Sécurité Environnement » mise à disposition du personnel d'encadrement.</p> <p>La politique environnementale du site est rediscutée chaque année lors de la revue de direction annuelle afin d'identifier si elle nécessite des aménagements.</p> <p>L'exploitant a présenté sa politique d'entreprise 2024 basée sur 3 missions principales dont la troisième est rédigée ainsi « <i>Mettre en oeuvre des mesures de protection de l'environnement et de prévention des pollutions afin d'améliorer en continu notre performance environnementale</i> ». Quatre axes de travail sont par ailleurs développés : Sécurité et environnement, Management, Qualité, et Performance. Dans l'axe « <i>Sécurité et environnement</i> » figure notamment la volonté d'« <i>Assurer la conformité de nos rejets [...et] Réduire nos consommations d'énergies et d'eau par l'animation d'un plan d'actions spécifique</i> ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants: point I à VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un schéma simplifié de déroulement des procédés figure au chapitre 1.C du dossier de réexamen remis en 2020 par l'établissement (repris en annexe au présent rapport).</p> <p>Les seuls effluents atmosphériques proviennent des chaudières au Gaz Naturel (> 20 MW)</p> <p>La station de prétraitement des effluents aqueux est schématisée au chapitre 2.2.1 du dossier de réexamen (schéma repris en annexe au présent rapport).</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce schéma serait mis à jour dans le cadre du Porter à Connaissance qu'il déposera prochainement concernant les modifications qu'il va apporter à sa station d'épuration pour en améliorer l'efficacité.</p> <p>Les effluents sont ensuite envoyés en station d'épuration externe.</p> <p>Comme demandé au point 6.III.a de l'annexe de l'arrêté ministériel, l'établissement suit « <i>les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température</i> ».</p> <p>L'exploitant a présenté en visite le logiciel de suivi de ces 3 paramètres avec un relevé de valeurs toutes les 10 secondes. Le report de ce suivi quasi instantané au niveau de la station a été constaté lors de la visite.</p> <p>Concernant le débit, une extraction des données GIDAF entre septembre 2022 et août 2024 donne les résultats repris sous forme de graphe (repris en annexe) et montre la conformité au débit de rejet maximal de 1500 m³/j.</p> <p>Le dossier de réexamen faisait état de deux non-conformités :</p>

<p>- l'exploitant ne faisait plus de contrôle des émissions atmosphériques de ses chaudières. Le site s'engage dans le dossier de réexamen « à faire réaliser tous les 2 ans la mesure de rejets atmosphériques de ses chaudières conformément à l'arrêté du 3 août 2018 qui impose ces mesures tous les 2 ans pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 5 MW ».</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir souscrit un contrat avec un organisme extérieur pour réaliser cette surveillance. Les derniers prélèvements ont eu lieu en juillet 2023.</p> <p>- il ne mesurait pas la température de ses effluents en sortie de site. Comme indiqué précédemment, l'exploitant s'est bien mis en conformité également sur ce point, et les résultats sont déclarés sous GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : MTD Générique - émissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - 7.2 et Titre III - 17.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets aqueux de LNUF sont raccordés à la station d'épuration collective (STEP) de Douai - Fort de Scarpe, des fréquences de surveillance différentes de celles de cet article peuvent donc être fixées. Par ailleurs les valeurs limites d'émission en sortie établissement doivent tenir compte des rendements de la STEP.</p> <p>Actuellement les VLE applicables sont celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/11/2006. Ces valeurs n'ont pas été revues dans le cadre du réexamen mais il s'avère qu'en appliquant la formule recommandée dans le cas de tels rejets indirects au milieu : $[conc\ max] = NEA / (1 - \text{taux d'abattement})$, certains paramètres devraient voir leur valeur limite modifiée.</p> <p>Sur la base des rendements 2023 de la STEP de Douai dont dispose la DREAL les paramètres suivants sont concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Phosphore : le rendement est stable depuis plusieurs années (90%) et devrait conduire à une VLE pour LNUF de 40 mg/l et non 100 mg/l ; - DCO : de la même façon le rendement est stable à 93,4 % et devrait conduire à une VLE de 1900 mg/l et non 4500 mg/l ; - MES : le rendement 2023 de 95,76 % donnerait une VLE maximale de 1179 mg/l en sortie de LNUF alors qu'actuellement la VLE (issue de l'APC du 07/11/2006) est de 1500 mg/l (à noter qu'en appliquant le rendement 2019 de 96,82 % la VLE maximale en sortie de LNUF devait être de 1572,3 mg/l , l'actuelle de 1500 mg/l était donc compatible) ; - NGL : le rendement 2023 de la STEP est de 89 %, ce qui donnerait une VLE en sortie de LNUF de 182 mg/l alors qu'actuellement la VLE (issue de l'APC du 07/11/2006) est de 150 mg/l. <p><u>L'analyse des résultats déclarés entre septembre 2023 et août 2024 sous GIDAF apporte les éléments suivants (les graphes correspondants figurent en annexe) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Phosphore : les résultats sont largement sous la VLE actuelle de 100 mg/l mais également

sous le seuil de 40 mg/l ;

- **MES : quelques dépassements de la VLE de 1500 mg/l en octobre - novembre 2023.** Les résultats ont parfois été supérieurs à 1179 mg/l mais se situent le plus fréquemment en dessous ;
- **DCO : 2 dépassements constatés sur un an de la VLE de 4500 mg/l mais les résultats sont régulièrement au-dessus de 1900 mg/l.** Néanmoins les travaux d'amélioration prévus sur la station de prétraitement de l'établissement devraient permettre de respecter la potentielle future VLE de 1900 mg/l. L'exploitant a indiqué avoir réalisé des tests en laboratoires qui ont donné des résultats de l'ordre de 1250 mg/l en sortie de sa station . L'exploitant a précisé que les travaux en question ont été retardés de par la nécessité de faire de nouvelles études de sols au niveau de la zone où un bassin tampon sera rajouté. L'exploitant a indiqué que la mise en service de la station de prétraitement rénovée est prévu entre juin et septembre 2025;
- **NGL : la VLE de 150 mg/l est fréquemment dépassée** (VLE issue de l'APC du 07/11/2006 plus contraignante que celle de l'AMPG du 20/02/2020 à laquelle on applique le rendement de la STEP). Le dernier contrôle inopiné en date du 1^{er} juillet 2024 fait état d'une concentration de 140 mg/l en azote global. Il convient de rappeler que les rejets s'effectuent au réseau communal et sont dirigés vers la station d'épuration de Douai (Fort de Scarpe) qui autorise dans sa convention des teneurs maximales en entrée d'azote global de 300 mg/l. Par ailleurs les travaux sur la station de prétraitement du site doivent permettre d'améliorer son efficacité, notamment concernant les résultats en azote global. Une première version de porter à connaissance concernant la rénovation de la station interne a été déposé fin 2023. Ce document est en cours d'instruction par les services de l'inspection des installations classées. Les documents ont été parcourus lors de la visite d'inspection et l'exploitant a précisé qu'un certain nombre de mises à jour devaient y être apportées. Il a donc été convenu qu'il dépose un nouveau porter à connaissance qui annulera et remplacera celui déposé en 2023. Par courriel du 4 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que ce nouveau dépôt aurait lieu avant la fin de l'année 2024. L'instruction de ce porter à connaissance permettra de proposer les nouvelles valeurs limites d'émission devant s'appliquer au niveau des rejets aqueux en sortie de l'établissement en application de la directive IED et suite aux travaux en cours sur la station.

Concernant les fréquences de surveillance, elles sont donc actuellement fixées dans l' arrêté préfectoral du 29 mars 1999 : MES - DCO et azote global en journalier. Ces fréquences sont identiques à celles de l'arrêté ministériel mais il manque les paramètres suivants :

- phosphore (fréquence journalière dans l'AM) ;
- DBO5 et Chlorures (fréquence mensuelle dans l'AM).

La consultation des résultats sous GIDAF montre que la DBO5 et le phosphore sont suivis à fréquence journalière par l'exploitant. En revanche, les chlorures n'étaient auparavant pas suivis dans les rejets. L'exploitant s'engageait dans son dossier de réexamen à mettre en œuvre la surveillance mensuelle des chlorures avant le 4 décembre 2023. Aucun résultat ne figure sous GIDAF mais il s'avère que le cadre de surveillance dans l'appli n'était pas à jour. L'exploitant a cependant indiqué en séance que les analyses de ce paramètre sont bien réalisées et a présenté les bulletins d'analyse de juillet à septembre 2024. L'inspection a mis le cadre de surveillance GIDAF à jour, les résultats en chlorures peuvent à présent y être déclarés par l'exploitant.

Enfin les résultats du dernier contrôle inopiné sur les rejets aqueux (01/07/2024) mettent en évidence un dépassement du paramètre **pH** : : moyenne 10,5 au lieu d'un max à 9,5. Par courrier du 23/07/24, l'inspection des installations classées a demandé des explications sur le sujet à l'exploitant. Ce dernier a répondu par courrier du 05/08/24 que la modification de sa station de prétraitement « *permettra de nous mettre en conformité sur ce critère pH* ». L'autosurveillance

montre par ailleurs des dépassements très fréquents de la valeur limite maximale en pH. Lors de la dernière visite d'inspection du 15/12/2022 des dépassements de pH et azote global étaient déjà constatés.

L'inspection des installations classées propose donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites en azote global et en pH dans un délai de 9 mois, compatible avec la mise en service de la station de prétraitement rénovée entre juin et septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra de tenir l'inspection informée de tout retard, ou difficultés conduisant à retarder la mise en service de la station.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : MTD Générique - efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »

« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

« b »- utilisation de techniques courantes

Constats :

L'exploitant a confirmé ce qui figure dans son dossier de réexamen, à savoir suivre les ratios de consommation d'énergie : un suivi hebdomadaire est mis en place pour les consommations de gaz (en kWh/tonne produite), d'électricité (en kWh/t) et d'eau (en m3/t). Un tableau de bord mensuel est établi, lorsque des dérives sont constatées le directeur échange avec le responsable maintenance afin d'en identifier les raisons et de mener les actions nécessaires afin que ces ratios retrouvent leurs standards. L'exploitant a également présenté son système de supervision « BAR Expert » évoqué dans son dossier de réexamen pour suivre l'évolution des consommations énergétiques et assurer le pilotage énergétique des installations. Pour améliorer le pilotage, des compteurs intermédiaires gaz vont être ajoutés. Il souhaiterait pouvoir disposer de la consommation énergétique par atelier de production. L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir travaillé à la réduction des fuites d'air, ce qui a permis de diminuer la consommation générale d'air comprimé .

L'exploitant a précisé en séance qu'il est également prévu le remplacement en 2025 d'un

compresseur d'air de secours qui présente de fortes déperditions énergétiques par un nouvel équipement plus économe en énergie doté d'un système de récupération de chaleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique - consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k

- « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même.

- b : Optimisation du débit d'eau

- c : Optimisation des buses et des conduites d'eau

- d : Séparation des flux d'eau

Techniques liées aux opérations de nettoyage

- e : nettoyage à sec

- f : système de curage des canalisations

- g : nettoyage à haute pression

- h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)

- i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel

- j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés

- k : Nettoyage des équipements dès que possible

Constats :

L'exploitant a confirmé disposer sur son site de plusieurs stations NEP (Nettoyage en Place).

Il indique avoir mis en place des systèmes de réutilisation d'eau, notamment au niveau des NEP où l'eau de rinçage final (a priori peu chargée) est réutilisée pour démarrer le cycle de rinçage suivant. Concernant l'« optimisation du débit d'eau », l'exploitant a indiqué étudier la mise en place de skids de recirculation à différents niveaux.

Par ailleurs l'exploitant est en cours de réalisation de l'étude technico-économique (ETE) d'optimisation de la gestion de l'eau sur son site.

Cette étude fait suite à la proposition de l'inspection, dans son rapport du 16 avril 2024 à monsieur le préfet, de prescrire la réalisation par arrêté préfectoral complémentaire (dans le cadre de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau des ICPE).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique - Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.

Constats :

[Pour rappel, l'ODP (Ozone Depletion Power) correspond au potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone, le GWP (Global Warming Potential) au potentiel de réchauffement global (PRG) et le PRP est le potentiel de réchauffement planétaire]

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique disposer des équipements frigorifiques suivants :

<i>Nom de l'installation</i>	<i>Fluide frigorigène</i>	<i>ODP</i>	<i>GWP</i>	<i>Quantité en tonnes</i>	<i>Teq CO2</i>
Installation eau glycolée usine (refroidissement chambre froide confiture et entrepôt logistique)	R717	0	0	0,405	0
Installation eau glacée usine (froid pour ateliers process)	R717	0	0	3,475	0
Chambre froide Mezzanine	R134	0	1300	0,004	5,20
Chambre froide oeufs	R404A	0	3940	0,008	31,52
Machine à glace	R404A	0	3940	0,00075	2,95
Local électrique spécialités	R410A	0	1924	0,0022	4,23

spécialités Desserts					
Refroidissement Four 7/8/10	R22	0,055	1760	0,0045	7,92
Refroidissement Ploc 1 et 2	R407c	0	1624	0,0072	11,69
Refroidissement F5/F9	R407c	0	1624	0,002	3,248
L o c a l Electrique TBGT 6	R410A	0	1924	0,0018	3,85
Zooning Four 4	R410A	0	1924	0,0005	0,96

L'exploitant identifiait ainsi un équipement non conforme :

- refroidissement du four 7/8/10 fonctionnant au fluide R22 dont l'ODP est de 0,055

Lors de la visite l'exploitant a présenté son tableau de suivi des équipements frigorifiques (inventaire). Ainsi concernant l'installation ci-dessus le fluide R22 a été remplacé en 2022 par le fluide R134 A dont l'ODP est bien nul et le PRP < 2500. Ce point est donc à présent conforme.

Dans son inventaire il apparaissait qu'il disposait de deux équipements au fluide frigorigène R404A dont le PRP est supérieur à 2500.

L'exploitant considérait néanmoins être conforme à la législation relative aux fluides frigorigènes (règlement F-GAZ) étant donné que la charge en équivalent CO₂ de ces équipements était inférieure à 40 tonnes (en référence à l'alinéa 10 du règlement EU517/2014). Néanmoins le règlement F-GAZ a été révisé en 2024 (2024/573 du 7 février 2024) et prévoit à présent l'extension de l'interdiction de fluides de PRP supérieur à 2500 à tous les équipements de réfrigération, y compris ceux de capacité inférieure à 40 Teq.CO₂, à partir du 1er janvier 2025.

Conformément aux dispositions de la directive IED, transposée aux articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a la possibilité de proposer une technique alternative, pour répondre à l'objectif de la MTD appuyée sur des justificatifs. Ces demandes seront instruites par l'inspection, qui statuera sur l'acceptabilité ou non de la proposition de l'exploitant et proposera, s'il y a lieu, un projet d'arrêté préfectoral au Préfet afin de prescrire de nouvelles dispositions à l'exploitant pour prévenir les incidences sur l'environnement de l'installation. Ces prescriptions viseront en particulier à :

- Renforcer les exigences de contrôle d'étanchéité de l'installation frigorifique fixées à l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés (exigences issues du règlement F-Gaz) en doublant leur fréquence,
- Imposer la transmission à l'inspection d'un bilan annuel des résultats des contrôles d'étanchéité effectués sur l'installation, accompagné des fiches d'intervention associées,

- Engager la réparation de la fuite dans les 48h et justifier la pérennité du dispositif de réparation ou mettre l'équipement à l'arrêt,
- Limiter la durée de la technique alternative proposée par l'exploitant : une durée maximale de 4 ans apparaît adaptée, soit jusqu'au 4 décembre 2027. Les prescriptions peuvent également prévoir une durée plus courte si des fuites sont détectées avant cette échéance.

Ces éléments ont été rappelés en séance à l'exploitant. L'inspection lui a précisé que s'il n'a pas demandé de technique alternative avant le 31 décembre 2024, ses deux équipements devraient être à l'arrêt dès le 1er janvier 2025.

Par courriel du 4 novembre 2024, l'exploitant a confirmé son intention de « *faire une demande d'aménagement pour utiliser le R404A après le 1er janvier 2025. De fait, nous allons proposer des mesures compensatoires portant sur l'augmentation de fréquence des contrôles des fuites. Les rapports de visites vous seront transmis au fil des contrôles* ».

Ainsi par courriel du 28 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son courrier de demande officielle en ce sens du 25 novembre 2024 à monsieur le préfet , où il propose le doublement des contrôles et l'envoi des fiches d'intervention. L'inspection rappelle d'une part qu'il faut ajouter à cela la diminution par deux du délai avant mise à l'arrêt d'un équipement suite à une fuite (réparation ou mise à l'arrêt sous 48 heures au lieu de 4 jours). D'autre part la dérogation d'utilisation n'est possible que jusqu'au 4 décembre 2027. Au-delà même si les études ou remplacement d'équipement ne sont pas terminés ils devront être mis à l'arrêt.

Par ailleurs l'inventaire présenté lors de la visite indiquait que le fluide de l'équipement dans la « *chambre froide oeufs* » aurait été renouvelé en 2019 et remplacé par le fluide R449 A dont le PRP est bien inférieur à 2500. En revanche deux autres équipements au fluide R404 A seraient présents : en grande chambre froide chimie (2,5 kg) et en petite chambre froide chimie (1,5 kg).

Enfin l'analyse en salle de l'inventaire des fluides frigorigènes utilisés sur le site a mis en évidence que certaines climatisations contiendraient encore du fluide R22.

L'exploitant a exposé que 6 climatisations avaient été changées, que 4 restaient à démonter mais avaient été vidangées et qu'une installation sur la plateforme du laboratoire contenant encore de l'ordre de 5 kg était encore en état de fonctionnement (à l'arrêt le jour de la visite car l'installation est surtout utilisée lors de périodes de chaleur l'été). De même une climatisation dans les bureaux syndicaux contiendrait encore 2,4 kg de R22. L'exploitant a indiqué qu'un budget de 25 000 € était prévu sur l'année 2025 pour la vidange , le démantèlement et le remplacement des installations en question. **L'inspection lui a indiqué qu'il était nécessaire que les installations fonctionnant au R22 soient démantelées dans les meilleurs délais.**

A la demande de l'inspection l'exploitant a transmis un inventaire précis et mis à jour des équipements et fluides frigorigènes associés par courriel du 4 novembre 2024. Les éléments exposés précédemment sont confirmés, et il apparaît également que :

- dans le « bureau salle serveur » une installation qui contenait 2 kg de R22 a été vidangée mais non démantelée,
- dans le magasin Appro n°1 une installation qui contenait 2,5kg de R22 a été vidangée mais non démantelée.

Leur démantèlement a été budgété pour l'année 2025.

L'exploitant a transmis par courriel du 4 novembre 2024 le bon de commande daté du 14 octobre 2024 pour l'évacuation du fluide R22 restant sur le site.

Par courriel du 18 novembre 2024, il a confirmé qu'« *il n'y a plus aucune installation fonctionnant au R22 sur le site* » et transmis les fiches d'intervention Cerfa correspondantes. Ces fiches font

<p>apparaître une quantité totale de fluide R22 récupérée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2,38 kg le 31/10/2024 pour la « clim Magasin », - 49,26 kg le 31/10/2024 pour le « groupe à eau glacée (labos) » - 3,38 kg le 31/10/2024 pour les « bureaux syndicaux » - 5,76 kg le 22/07/2024 pour les « bureaux process » - 0,48 kg le 22/07/2027 pour la « climatisation bureau syndical, Carier... »
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1: Suite au courrier du 25 novembre 2024 à Monsieur le préfet, concernant l'utilisation des équipements fonctionnant au fluide R404A, l'inspection rappelle d'une part qu'il faut ajouter aux propositions faites la diminution par deux du délai avant mise à l'arrêt d'un équipement suite à une fuite (réparation ou mise à l'arrêt sous 48 heures au lieu de 4 jours). D'autre part la dérogation d'utilisation n'est possible que <u>jusqu'au 4 décembre 2027</u>. Au-delà même si les études ou remplacement d'équipement ne sont pas terminés ils devront être mis à l'arrêt.</p> <p>Observation n° 2 : L'exploitant transmettra, dès leur réalisation, les justificatifs du démantèlement des équipements ayant contenu le fluide frigorigène R22.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MTD Générique - Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental un plan de gestion du bruit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen l'exploitant indique que <i>le site est équipé de murs anti-bruit, que par le passé des appels avaient été reçus en lien avec le chargement des camions logistiques la nuit, et que récemment le site a fait l'objet d'appels des riverains et du maire à cause du fonctionnement des groupes froid des camions en attente sur le parking.</i></p> <p><i>Les actions permettant de répondre à ces demandes sont les suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> -suppression des chargements camions de nuit depuis plusieurs années - éloignement des camions en stationnement des lotissements <p><i>LNUF met en place un plan de gestion du bruit. Toutefois au niveau de la surveillance, la dernière mesure date de 2010, elle s'engage à réaliser des mesures de bruit selon une fréquence de 3 ans.</i></p> <p>Suite à une plainte reçue en 2023 par l'inspection des installations classées, une nouvelle mesure de bruit a été réalisée mais les conditions de réalisation de ces mesures étant non satisfaisantes, l'inspection avait demandé à l'exploitant de refaire des mesures de bruit qui étaient prévues en 2024 .</p> <p>Le jour de la visite , l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser ces mesures en septembre 2024. Les</p>

résultats mettent en évidence une mesure en limite de propriété (point n°3) à 55,5 dB (A) pour une valeur limite à 55 dB(A) et des émergences non conformes au niveau des trois points en Zone à Emergence Réglementée (ZER) :

- * 7,5 dB(A) au lieu de 5 de jour en ZER1 ;
- * 4,5 dB(A) au lieu de 4 de nuit en ZER1 ;
- * 5,5 dB(A) au lieu de 4 de nuit en ZER2 ;
- * 6 dB(A) au lieu de 4 de nuit en ZER3 .

L'exploitant a donc décidé d'investiguer dans le détail quelles pouvaient être les sources de bruit fixes sur le site. Il a présenté en séance un devis daté du 27/09/2024 d'une société spécialisée pour réaliser ces investigations, et a précisé qu'il ferait réaliser un second devis avant de passer la commande de la prestation.

Au regard des non-conformités persistantes, **l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant** de respecter les niveaux limites de bruit autorisés en limite de propriété ainsi que les niveaux d'émergence en zones à émergence réglementée fixés à l'article 14.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 1999.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n° 3 : L'exploitant confirmera avoir passé la commande pour l'identification par une société spécialisée des sources fixes de bruit sur le bruit potentiellement responsables des dépassements d'émergences en ZER et de niveau sonore en limite de propriété. Il indiquera quand est programmée la prestation, et en transmettra les conclusions dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois